



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service ICPE Mutualisé Aisne Somme Oise**

Direction Départementale de la Protection des Populations  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens  
03 64 26 87 00  
ddpp-icpe@somme.gouv.fr

Amiens, le 18/02/2026

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 12/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES**

RTE DE LONGPRE

LE MAULT

80270 AIRAINES

Références : DDPP80 2026 00448

LRAR n° 880000705137067

Code AIOT : 0005107893

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES implanté RTE DE LONGPRE LE MAULT 80270 AIRAINES. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES
- RTE DE LONGPRE LE MAULT 80270 AIRAINES
- Code AIOT : 0005107893
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture d'Airaines produit des truites arc-en-ciel, fario et du saumon et emploie 3 salariés. La production est destinée au marché national et à l'export. L'élevage est réalisé dans plusieurs bassins de production, en aval d'un local d'écloserie-alevinage. L'alimentation en eau est assurée par une dérivation dans l'Airaines et un forage à régulariser. Une passe à poissons est en fonctionnement depuis mai 2025.

L'exploitant a déposé en 2024 une demande d'autorisation environnementale pour régulariser ses installations et porter sa capacité de production à 500t/an, ainsi que le prélèvement en eau du forage supérieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an. Le projet comporte la réfection et l'agrandissement de bassins. Cette demande est en fin de procédure d'instruction (post enquête publique).

La visite est effectuée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/10/2023 enjoignant l'exploitant à régulariser sa situation administrative (ICPE et IOTA) et à respecter les prescriptions générales et techniques applicables à son installation piscicole. Elle a permis de faire un point sur l'issue de la procédure de demande d'autorisation environnementale.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
11	Conditions de suivi et surveillance des prélèvements	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Mise en demeure,	Levée de mise



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		01/04/2008, article 18	respect de prescription	en demeure
6	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Conditions de réalisation et d'équipement	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
10	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 1	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Levée de mise en demeure
12	Implantation	Arrêté Préfectoral du 20/03/1990, article 2	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Levée de mise en demeure
13	Capacité	Arrêté Préfectoral du 20/03/1990, article 3	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Levée de mise en demeure
14	Déchets	Arrêté Préfectoral du 20/03/1990, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
15	Incendie	Arrêté Préfectoral du 20/03/1990, article 11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Plusieurs points de la mise en demeure du 25/10/2023 ont été régularisés. Il demeure cependant plusieurs non-conformités sur le suivi des prélèvements (dérivation et forage – fréquence et modalités de relevé), ainsi que sur la fréquence de suivi des rejets de la pisciculture. La mise en demeure ne peut donc pas être levée.

Il est donc attendu que l'exploitant respecte dès à présent les modalités de suivi des débits dérivés, réservés et prélevés, en renseignant notamment la date effective des mesures et relevés effectués, ainsi que les relevés compteur du forage, et respecte la fréquence des mesures (à passer à 1 fois/semaine cf. AM 30/06/2023 modifié).

Il est également attendu dès à présent que le programme de surveillance des rejets soit scrupuleusement respecté (fréquence et paramètre). *À noter que les mesures 24 h ne se substituent pas à l'autosurveillance.*

***L'effectivité de la remise en conformité sera réexaminée dans 3 mois, délai à l'issue duquel il est attendu la transmission à l'inspection des installations classées du registre de suivi des débits/prélèvements 2026 ainsi que le registre de suivi des analyses des rejets 2026. En l'absence de respect de ces dispositions et/ou de transmission des documents demandés, un arrêté préfectoral de sanction administrative sera proposé à la signature de M. le Préfet.***



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Règles d'aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Règles d'aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;</li><li>- les prélèvements d'eau associés. L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau.</li></ul> <p>L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.</p> <p>Dans les cours d'eau dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.</p> <p>La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.</p> <p>L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Documents envoyés le 09/11/2023 et le 30/11/2023 :</u></p> <p>Consignes d'alimentation des poissons en tête des bassins avant le rejet dans l'Airaines.</p> <p>Photographies relative au nettoyage effectué sur les grilles et au remplacement de la grille avec un espace inter-barreaux inférieur à 10 mm.</p>

**Visite du 12/02/2026 :**

Le site dispose d'une passe à poissons mise en fonctionnement en mai 2025 (suite autorisation de travaux délivrée en 2023) équipée en amont et en aval d'une échelle limnimétrique.

Les données renseignées dans le registre de suivi des prélèvements dérivés et pompés 2024 et 2025, bien que la fréquence de suivi ne soit pas précise (n° de semaine uniquement), font état d'un débit réservé supérieur à 10%.

**Respect du point 6 de l'article 3 et les points 1 et 2 de l'article 4 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Règles d'aménagement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8

**Thème(s) :** Élevage, Règles d'aménagement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Si la pisciculture est alimentée en eau à partir d'un forage en nappe, d'un pompage en cours d'eau ou d'une source le cas échéant, l'ouvrage de raccordement est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour. L'exploitant met en place un compteur d'eau sur la conduite d'alimentation ou dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés. L'arrêté d'autorisation fixe les niveaux de prélèvements ainsi que les prescriptions nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de prélèvement. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents. Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. Sans préjudice des mesures prévues par le code minier, la réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

**Constats :**

L'exploitant a déposé le 02 mai 2024 et complété le 05 juin 2025 une demande d'autorisation environnementale afin de régulariser ses installations piscicoles sur le territoire de la commune d'Airaines pour une capacité annuelle de production de 500t de poissons et le prélèvement en eau du forage.

Le dossier complété le 05 juin 2025 est complet et régulier et a été soumis à enquête publique fin 2025.

**Respect de l'article 2 de l'APMD du 25/10/2023.**

Le registre de suivi des prélèvements dérivés et pompés 2024 et 2025 ne mentionne pas la date exacte de relevé (n° de semaine uniquement) et il n'y a pas d'enregistrement du relevé compteur pour quantifier les volumes prélevés par pompage pour le forage (enregistrement d'un débit uniquement).

**Non respect du point 3 de l'article 3 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Respecter la fréquence de suivi des volumes prélevés par forage.

Le registre doit préciser la date exacte des relevés effectués. Les volumes prélevés par forage doivent être consignés avec les relevés compteurs.

**Rappel :** l'AM sécheresse du 30/06/2023 impose pour toutes les ICPE A et E prélevant plus de 10 000 m<sup>3</sup>/an le suivi des prélèvements à une fréquence de relevé hebdomadaire dès lors que les volumes prélevés (dont dérivation ET forage) sont supérieurs à 100 m<sup>3</sup>/jour. La fréquence doit donc être revue dès à présent (1 fois/semaine).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**N° 3 : Règles d'aménagement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11

**Thème(s) :** Élevage, Règles d'aménagement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.



**Constats :**

Documents envoyés le 30/11/2023 :

photographie du bac de rétention installé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 : Règles d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Règles d'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau.
2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5, 5 et 8, 5.
3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.
4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont / aval.
5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES,  $\text{NH}_4^+$ ,  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{PO}_4^{3-}$  et DBO5), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu. Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES,  $\text{NH}_4^+$ ,  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{PO}_4^{3-}$  et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :
  - MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg / l ;
  - $\text{NH}_4^+$  : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ( $\text{NH}_4^+$ ) ne dépasse pas 0, 5 mg / l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg / l ;
  - $\text{NO}_2^-$  : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0, 3 mg / l ;
  - $\text{PO}_4^{3-}$  : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0, 5 mg / l ;
  - DBO5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg / l.

Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.

**Constats :**

Documents envoyés le 09/11/2023 et le 30/11/2023 :

Les éléments de réponse sur la localisation du point de mesure du taux de saturation en oxygène. Installation d'oxymètre en continu en sortie de pisciculture.

Visite du 12/02/2026 :

Transmission des registres de suivi du programme d'autosurveillance des années 2024 et 2025, ainsi que les rapports de campagne 24 h effectués en 2025 (février et juillet).

Les points de mesures sont retranscrits sur le plan fourni dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, qui comprend également le programme de surveillance suivant :

- 2 mesures 24 h par le syndicat des pisciculteurs par an sur les paramètres MES,  $\text{NH}_4^+$ ,  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{PO}_4^{3-}$  et  $\text{DBO}_5$ , et mesure température, pH et  $\text{O}_2$
- autosurveillance avec des mesures mensuelles (hors étiage) à bimensuelle (en étiage) pour les paramètres  $\text{NH}_4^+$ ,  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{PO}_4^{3-}$ , pH, température et  $\text{O}_2$ .

Les résultats 24 h des mesures 2025 sont conformes aux VLE fixées pour les paramètres de polluants.

L'autosurveillance met en évidence un dépassement instantané pour le paramètre nitrite à 0.34 mg/l sur une mesure en septembre 2025, et l'atteinte du seuil de 0.5 mg/l sur le paramètre ammoniac sur une mesure en septembre 2024 – sans toutefois dépasser le double de la valeur fixée sur 24 h.

Le suivi température, pH et oxygène (après la sortie de la pisciculture) réalisé par le pisciculteur en autosurveillance est conforme.

**Respect du point 4 de l'article 4 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : Règles d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Règles d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Documents envoyés le 09/11/2023 :</u> photographie de la nouvelle température de stockage du local <i>Point non revu lors de la visite du 12/02/2026</i></p> <p><b>Respect du point 1 de l'article 3 de l'APMD du 25/10/2023.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 6 : Règles d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Documents envoyés le 30/11/2023 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport SOCOTEC 25421/23/4056 - contrôle du 31/10/2023 avec plusieurs observations.</li><li>• devis DV230159 signé le 20/11/2023 avec un électricien (SARL GOBERT) pour la remise en</li></ul>



conformité des installations électriques.

Contrôle du 12/02/2026 : Vérification périodique des installations électrique effectuée le 23/09/2025 par SOCOTEC (rapport 25310/25/11540). Présence d'observations.

*Les installations électriques vont être revues avec la mise en œuvre du projet en 2026 faisant l'objet de la demande d'autorisation environnementale (démolition et reconstruction d'un bâtiment muni de panneaux photovoltaïques).*

**Respect de l'article 5 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 7 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

**Constats :**

Le registre de suivi des prélèvements dérivés et pompés 2024 et 2025 ne mentionne pas la date exacte de relevé (n° de semaine uniquement), avec à plusieurs reprises des relevés effectués à plus de deux semaines d'écart.

Aucune mesure du débit réservé n'a été effectuée entre les semaines 46 et 52 de l'année 2024 (travaux RCE).

**Non respect du point 4 de l'article 4 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Respecter la fréquence de suivi des débits dérivés et réservés. Le registre doit préciser la date exacte des relevés effectués

**Rappel :** l'AM sécheresse du 30/06/2023 impose pour toutes les ICPE A et E prélevant plus de 10 000 m<sup>3</sup>/an le suivi des prélèvements à une fréquence de relevé hebdomadaire dès lors que les

<b>volumes prélevés (dont dérivation ET forage) sont supérieurs à 100 m<sup>3</sup>/jour. La fréquence doit donc être revue dès à présent (1fois/semaine).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

#### N° 8 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées. Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>) et du paramètre nitrites (NO<sub>2</sub><sup>-</sup>). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.</p> <p>Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet. La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.</p> <p>Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Programme de surveillance proposée dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 mesures 24h par le syndicat des pisciculteurs par an sur les paramètres MES, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup> et DBO<sub>5</sub>, et mesure température, pH et O<sub>2</sub></li> <li>• autosurveillance avec des mesures mensuelles (hors étiage) à bimensuelle (en étiage) pour les paramètres NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, pH, température et O<sub>2</sub>.</li> <li>•</li> </ul> <p>Les résultats 24 h des mesures 2025 sont conformes aux VLE fixées pour les paramètres de polluants.</p> <p>L'autosurveillance met en évidence un dépassement instantané pour le paramètre nitrite à 0.34 mg/l sur une mesure en septembre 2025, et l'atteinte du seuil de 0.5 mg/l sur le paramètre</p>

ammoniac sur une mesure en septembre 2024 - sans toutefois dépasser le double de la valeur fixée sur 24h.

La fréquence des mesures n'est cependant pas respectée en tout temps en étiage (suivi au-delà de 15 jours) et aucune analyse n'a été réalisée en décembre 2025.

**Non respect du point 5 de l'article 3 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Respecter les fréquences d'analyses du programme de surveillance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

#### N° 9 : Conditions de réalisation et d'équipement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

**Thème(s) :** Autre, Dispositions techniques spécifiques - 1110

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur comptée à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par



sonde électrique.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Lorsque un ou plusieurs des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains réalisés sont conservés pour effectuer un prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine, soumis à autorisation au titre des articles R. 1321-6 à R. 1321-10 du code de la santé publique, les prescriptions ci-dessus peuvent être modifiées ou complétées par des prescriptions spécifiques, notamment au regard des règles d'hygiène applicables.

**Constats :**

L'exploitant a surélevé la tête de forage du piézomètre de plus de 50 cm, et réalisé une dalle béton autour de l'ouvrage au-dessus du terrain naturel. Un bouchon de fermeture a été installé sur le tubage permettant la protection de l'ouvrage.

**Respect du point 5 de l'article 4 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 10 : Dispositions générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 1

**Thème(s) :** Autre, Dispositions générales - 1120

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier

**Prescription contrôlée :**

Sont visés par le présent arrêté les prélèvements soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 1.1.2.0 relative aux prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits, ouvrage souterrain, dans les eaux souterraines, par pompage, par drainage, par dérivation ou tout autre procédé ;
- 1.2.1.0 et 1.2.2.0 relatives aux prélèvements permanents ou temporaires issus d'une installation ou d'un ouvrage dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe ;
- 1.3.1.0 relative aux prélèvements d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-3 (2°) du code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils.

**Constats :**

L'exploitant a déposé le 02 mai 2024 et complété le 05 juin 2025 une demande d'autorisation environnementale afin de régulariser ses installations piscicoles sur le territoire de la commune d'Airaines pour une capacité annuelle de production de 500t de poissons et l'exploitation d'un forage avec un prélèvement annuel supérieur à 200 000 m<sup>3</sup>.

Le dossier complété le 05 juin 2025 est complet et régulier et a été soumis à enquête publique fin 2025.

**Respect de l'article 2 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 11 : Conditions de suivi et surveillance des prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10

**Thème(s) :** Autre, Dispositions techniques spécifiques - 1120

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- pour les prélèvements par pompage visés à l'article 8-2, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvement saisonnier ;
- pour les autres types de prélèvements visés à l'article 8-3, les valeurs des volumes prélevés mensuellement et annuellement ou les estimations de ces volumes et, dans ce cas, les valeurs correspondantes des grandeurs physiques suivies conformément à l'article 8, et les périodes de fonctionnement de l'installation ou de l'ouvrage ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ; - les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation. Le préfet peut, par arrêté, fixer des modalités ou des dates d'enregistrement particulières ainsi qu'une augmentation de la fréquence d'enregistrement, pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire.

**Constats :**

Présence d'un cahier d'entretien du forage.

Vérification du registre de suivi des débits et prélèvements 2024 et 2025 : le registre de suivi des prélèvements dérivés, réservés et pompés ne mentionne pas la date exacte de relevé (n° de semaine uniquement) et il n'y a pas d'enregistrement du relevé compteur pour mesurer les volumes prélevés par pompage pour le forage (enregistrement d'un débit uniquement), ni les volumes prélevés par forage à la fin de chaque année civile.

**Respect du point 2 de l'article 3 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Non respect des points 3 et 4 de l'article 4 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Respecter la fréquence de suivi des débits dérivés et réservés, ainsi que du relevé compteur. Le registre doit préciser la date exacte des relevés effectués. Les volumes prélevés par forage doivent être consignés avec les relevés compteurs.

**Rappel : l'AM sécheresse du 30/06/2023 impose pour toutes les ICPE A et E prélevant plus de 10 000 m<sup>3</sup>/an le suivi des prélèvements à une fréquence de relevé hebdomadaire dès lors que les volumes prélevés (dont dérivation ET forage) sont supérieurs à 100 m<sup>3</sup>/jour. La fréquence doit donc être revue dès à présent (1fois/semaine).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**N° 12 : Implantation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/03/1990, article 2

**Thème(s) :** Élevage, Dispositions techniques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier

**Prescription contrôlée :**

La salmoniculture sera implantée et installée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation avec adjonction de 2 canaux d'aération supplémentaires. Toute modification devra au préalable faire l'objet d'une nouvelle demande.

**Constats :**

L'exploitant a déposé le 02 mai 2024 et complété le 05 juin 2025 une demande d'autorisation environnementale afin de régulariser ses installations piscicoles sur le territoire de la commune d'Airaines pour une capacité annuelle de production de 500t de poissons et l'exploitation d'un forage avec un prélèvement annuel supérieur à 200 000 m<sup>3</sup>.

Le dossier complété le 05 juin 2025 est complet et régulier et a été soumis à enquête publique fin 2025.



<b>Respect de l'article 2 de l'APMD du 25/10/2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 13 : Capacité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/03/1990, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions techniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  La capacité maximale de la salmoniculture sera de 80t de poissons en présence simultanée.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déposé le 02 mai 2024 et complété le 05 juin 2025 une demande d'autorisation environnementale afin de régulariser ses installations piscicoles sur le territoire de la commune d'Airaines pour une capacité annuelle de production de 500t de poissons. Le dossier complété le 05 juin 2025 est complet et régulier et a été soumis à enquête publique fin 2025. La capacité de production 2025 n'a pas été recontrôlée lors du contrôle du 12/02/2026.  <b>Respect de l'article 2 de l'APMD du 25/10/2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 14 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/03/1990, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions techniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poissons morts, les déchets provenant de la préparation des aliments, les déchets provenant du nettoyage des bassins et des grilles et, d'une manière générale, tous déchets organiques provenant de l'établissement devront être régulièrement recueillis chaque jour dans des poubelles étanches avec des angles intérieurs arrondis et munies de couvercles à fermeture jointive et

hermétique. Aucun de ces déchets ne devra être rejeté ni déposé sur le bord des bassins et dans les cours d'eau affluents ou effluents. Ils seront enlevés régulièrement et livrés à l'équarrissage ou sinon enfouis sous chaux vive dans une fosse étanche et recouverte.  
Les récipients seront nettoyés et désinfectés entre deux usages de manière à prévenir l'apparition de mauvaises odeurs dans l'établissement.

**Constats :**

Documents envoyés le 09/11/2023 : photographie de la nouvelle température de stockage du local  
*Point non revu lors de la visite du 12/02/2026.*

**Respect du point 1 de l'article 3 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 15 : Incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/03/1990, article 11

**Thème(s) :** Élevage, Dispositions techniques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques seront conformes à la norme NFC15-100 et à la réglementation en vigueur en matière de protection des travailleurs. Elles feront l'objet d'un contrôle par un organisme agréé à leur mise en service.

L'établissement sera doté d'extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques, placés de préférence près des accès et dans les dégagements.

Les consignes indiquant la conduite à tenir, les modalités d'accueil des pompiers, l'évacuation du personnel, les mesures facilitant l'intervention des sapeurs pompiers seront affichées.

Les moyens de secours seront entretenus et vérifiés et protégés contre le gel. Ils seront signalés par des pancartes indestructibles de même que les organes de coupure des différents fluides.

Les conduits transportant les différents fluides seront signalés conformément à la norme NF08-100.

**Constats :**

Documents envoyés le 30/11/2023 :

- rapport SOCOTEC 25421/23/4056 - contrôle du 31/10/2023 avec plusieurs observations.
- devis DV230159 signé le 20/11/2023 avec un électricien (SARL GOBERT) pour la remise en conformité des installations électriques.

Contrôle du 12/02/2026 : Vérification périodique des installations électrique effectuée le 23/09/2025 par SOCOTEC (rapport 25310/25/11540). Présence d'observations.

*Les installations électriques vont être revues avec la mise en oeuvre du projet en 2026 faisant l'objet*

de la demande d'autorisation environnementale (démolition et reconstruction d'un bâtiment muni de panneaux photovoltaïques).

**Respect de l'article 5 de l'APMD du 25/10/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

